

**FORUM, Juin/juillet 2018, Abidjan, COTE D'IVOIRE**

THEME:

**"L'AFRIQUE ENTREPRENANTE: EDUQUER, ENTREPRENDRE ET INNOVER"**

**Partenaires confirmés:** OIF, RLS, IPS

**Partenaires pressentis:** CONFEJES, NAUMAN, Action & Aid, Fondation Friedrich Ebert, Fondation Konrad ADENAEUR, Ambassade de Suisse....

**I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

Aujourd'hui, de nombreuses études, les forums ou ouvrages sur l'Afrique vantent les start-up, business angels et leurs potentiels innombrables et inestimables pour le développement de l'Afrique. Quelle est la portée de cette indication ou cette incitation entrepreneuriale? Y a-t-il d'autres préalables pour mieux optimiser l'employabilité des jeunes?

En tout cas, aujourd'hui, le constat est net. Dans les discours, l'entrepreneuriat est présenté comme l'arme d'emploi massif et de lutte contre de chômage, la migration, en donnant une activité économique aux 11 à 13 millions de jeunes africains qui arrivent chaque année sur le marché du travail sur le continent. La figure de l'entrepreneur fait l'objet d'un mythe puissant et attractif, dans le monde et de plus en plus fortement en Afrique, y compris de la part de l'Etat. Est-ce par conviction, effet de mode ou du fait d'une certaine contrainte?

Malgré la mission fondamentale qui incombe aux gouvernants d'être à la hauteur des demandes sociales des citoyens, de nombreux Etats africains ont presque failli dans ce domaine. En effet et jusque là, c'est l'emploi public qui apparaissait comme l'issue principale, en réponse aux demandes d'emplois; le secteur privé, dans l'hypothèse où existe, n'est pas suffisamment bâti, organisé, accompagné pour être une alternative ou un complément aux initiatives publiques. En conséquence, les défis en matière d'emplois sont colossaux, dans cette région du monde où la démographie est dynamique, avec des jeunes, représentant 60% de la population continentale, en perpétuelle quête d'emplois.

Pour juguler, anticiper les instabilités politiques, sociales et même sécuritaires, et face à l'impossibilité manifeste des Etats d'octroyer des emplois publics, on assiste à la promotion de l'entrepreneuriat tous azimuts. Il est fait appel aux investisseurs ainsi qu'aux partenaires, publics ou privés; nationaux ou internationaux pour aider à la création d'entreprises. Le discours, des entreprises, des multinationales et de nombreux institutions et bailleurs de fonds internationaux (Banque mondiale, PNUD, UE, OIF) se focalisent, sans autres préalables, sur l'entrepreneuriat comme solutions pour multiplier les emplois et répondre aux demandes des jeunes. A titre illustratif, la Banque africaine de développement (BAD) exécute en ce moment, entre autre, un programme "Jeunesse dans l'agribusiness" et "Alliance pour une révolution verte en Afrique" visant tous deux l'insertion professionnelle de milliers de jeunes et la création d'emplois décents.

Si cet engouement pour l'entrepreneuriat peut être appréciable, dans son objectif à satisfaire les besoins des jeunes en matière d'emplois, il est à se demander si toutes les dispositions pertinentes ont été prises, pour qu'au moment de l'évaluation, ce ne soit pas encore un échec supplémentaires dans l'histoire des trains ratés de l'Afrique.

S'il est exact qu'au regard de ses potentialités, l'Afrique, au cours des prochaines années, serait le lieu et l'actrice de la croissance mondiale, il y a des préalables sans lesquels les opportunités dont on parle tant resteraient en l'état. Autrement dit, aujourd'hui, les Etats africains ne présentent pas la garantie d'avoir fait le nécessaire pour s'engager dans l'entrepreneuriat qui engendre la croissance puis le développement humain durables. En effet, il existe encore de nombreux freins à la création d'entreprises et à l'auto-emploi:

- accès difficile aux financements qui sont déjà presque non disponibles;
- insuffisance des services d'accompagnement et de conseils;
- obstacles sociaux et administratifs à l'entreprise;
- inadéquation entre les besoins du secteur privé en matière de compétences et de savoirs acquis par les futurs entrepreneurs lors de leur cursus;
- enseignement professionnel marginal.

Pour ces deux derniers points en particulier, et compte tenu de la masse d'initiatives dans le secteur informel, ne convient-il pas de doter les jeunes de réelles compétences techniques et professionnelles, pour augmenter leurs opportunités d'emplois mais surtout faire de ceux-ci de potentiels chefs d'entreprises, des créateurs d'emplois et surtout des innovateurs?

Le préalable à l'entrepreneuriat et à la nécessaire innovation, pour être performante, semble sans doute passer par l'élaboration de politiques publiques adéquates et notamment dans l'éducation. En tout cas c'est la recommandation des organisations internationales les plus averties dans ce domaine, à savoir, l'UNESCO et l'OIT. C'est par l'éducation que la plus forte proportion de créateurs d'entreprises se concentrera en Afrique subsaharienne notamment. Car, il importe de mentionner que sur les 60 % de créateurs potentiels d'entreprises, 32 % sont plutôt poussés par la nécessité, ce qui signifie que l'esprit d'entreprise est encore majoritairement perçu comme une stratégie de survie et non pas comme une opportunité pour faire des affaires. Il faut parvenir à une configuration où les africains auront une claire conscience de la place et de la contribution de l'entreprise dans l'émergence du continent.

Il faut donc trouver une conjonction entre Education et Entrepreneuriat, compte tenu du fait qu'on ne se développe pas seulement avec des entreprises étrangères d'une part, et de l'importance de concevoir son logiciel de développement en donnant la priorité à l'éducation. C'est ce à quoi veut s'atteler l'ECAO en organisant le présent forum.

## **II. OBJECTIF DU FORUM**

L'objectif du forum régionale d'Abidjan est d'offrir aux futurs leaders de l'Afrique de l'Ouest, devant la nécessité de développer l'initiative privée, de réfléchir sur les démarches, les moyens d'actions concrètes pour créer les conditions et l'avènement d'un type nouveau d'entrepreneurs; c'est-à-dire, des africains entrepreneurs qui ne se contentent pas exclusivement de réaliser des profits qu'ils se hâtent de faire sortir du continent, mais concourent à la mise en place d'un mode économique et social propre qui va changer fortement et durablement l'Afrique.

Plus spécifiquement, il s'agit de:

- Analyser les politiques publiques en matière d'éducation en cours en Afrique de l'Ouest;
- Apprécier le niveau d'instruction réelles des jeunes de l'espace régional;
- Identifier les secteurs stratégiques pour orienter la formation;
- appréhender l'enjeu de l'entrepreneuriat pour le développement des pays africains;
- apprécier le potentiel et les opportunités en matière d'entrepreneuriat en Afrique de l'Ouest;

- explorer des politiques publiques engendrant un entrepreneuriat créateur d'opportunités économiques et d'emplois;
- identifier les entraves à l'entreprise et à la création d'emplois;
- identifier les initiatives et bonnes pratiques en matière d'entrepreneuriat.

### **III. ACTIVITES DU FORUM**

#### 1. La durée du Forum

Le forum se déroulera en juin/juillet 2018 et durera cinq jours, de 08h et 17h

#### 2. Le thème du forum

**L'AFRIQUE ENTREPRENANTE: EDUQUER, ENTREPRENDRE ET INNOVER.**

#### 3. Le format du forum

Le forum consiste en des conférences (plénières), des séminaires, des ateliers. Chaque activité, autant que possible est suivie de discussions et d'échanges. Les participants seront amenés à réaliser également des mini projets à l'issue des ateliers, travaux de groupe. Ces mini-projets seront présentés, discutés et évalués par les pairs et un comité de spécialistes à l'occasion de séances plénières conclusives.

#### 4. Nombre et profil des publics cibles

Les participants, environ une cinquantaine sont âgés d'au plus 45 ans. Ils viendront notamment du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger, du Nigeria, du Sénégal, du Togo, du Ghana, et du Cap vert, dans un premier temps. Le principe de sélection est la parité dans les délégations de chaque pays.

Les auditeurs sont entre autre, des militants de partis politiques; les parlementaires et les élus locaux; les acteurs du secteur privé; les représentants des organisations de la société civile (jeunes, femmes, journalistes, magistrats, avocats, syndicats...).

#### 5. Conditions d'admission

Les bénéficiaires des activités de l'ECAO sont essentiellement les militants ou responsables de partis politiques ou d'organisations de la société civile qui disposent de capacités réelles ou potentielles leur permettant de jouer ou prétendre à des responsabilités dans les pays ou dans la région et s'intéressant aux thématiques faisant l'objet du présent forum.

## 6. Processus de sélection

L'admission des candidats se fera à la suite d'un dépôt des dossiers. Les dossiers de candidature (formulaire et CV) par courriel à: **ecole.citoyenneafriqueouest@gmail.com**) ; la sélection des candidats se fera par l'ECAO;

La liste définitive et confirmée des participants est établie au plus tard un mois avant le début de la session et mise à la disposition de tous les organisateurs.

## 7. Les experts et les facilitateurs

Les experts et/ou facilitateurs seront des universitaires chevronnés et confirmés et des praticiens ayant une longue expérience dans la vie politique, des mouvements sociaux, des problématiques africaines et internationales des pays participants. A ceux-ci, il faut adjoindre les acteurs de la société civile, les responsables ou spécialistes de programme du système des Nations unies dont l'UNESCO, du Conseil de l'Europe, de l'Organisation internationale de la Francophonie, etc.

## IV. RESULTATS ATTENDUS/PLAN D'EVALUATION DES ACTIVITES

### 1) Les résultats attendus :

A l'issue de cette formation, l'ECAO entrevoit:

- La priorité de l'éducation est reconnue et consacrée comme préalable l'auto-emploi et au développement;
- Un appel à valoriser l'enseignement davantage l'enseignement technique et professionnel est lancée;
- les participants sont sensibilisés sur la place et le rôle de l'entrepreneuriat dans le développement du continent;
- les acteurs de la promotion de l'entrepreneuriat sont identifiés;
- les obstacles politiques, administratives et sociales à l'entrepreneuriat sont identifiés;
- un système d'informations, de mutualisation et de capitalisation des bonnes pratiques liées à l'entrepreneuriat en Afrique de l'Ouest est recommandé;
- les acteurs de la vie politique nationale et régionale sont mis en relation;
- l'ECAO est reconnue comme un cadre innovant de dialogue politique et citoyen;
- une constitution progressive d'un réseau des anciens de l'ECAO.

### 2) Le plan d'évaluation

L'ECAO doit être à même de présenter à ses partenaires les résultats mais surtout l'impact et la pertinence des activités qu'elle a réalisées, tout en établissant la spécificité de sa démarche. Les comptes-rendus d'activités, la liste des participants ou des bénéficiaires ainsi que leur évaluation, les photos et vidéos, les articles de presses, la fréquentation du site internet, de la page facebook (J'aime et commentaires), l'animation de tweeter (retweet), les candidatures de plus en plus grandissantes à chaque cycle de formation, l'existence mais surtout la fonctionnalité du réseau des anciens seront les indicateurs de mesures, les preuves de la réalisation des objectifs de l'ECAO.

Dès la fin de l'activité, l'ECAO effectuera une évaluation auprès des participants. L'équipe-projet fait de même par rapport à sa planification. Tout cela sera transmis aux partenaires en même temps que les rapports technique et financier de chaque activité qui le nécessite.

#### **V. LOGISTIQUE**

L'organisation matérielle du forum est assurée par l'ECAO. La sélection des participants est également effectuée par l'ECAO. Le transport des participants et experts est organisé en concertation avec ceux-ci et selon les plans de vols/route établis.

#### **VI. HEBERGEMENT ET RESTAURATION**

L'hébergement et la restauration des participants non résidents sont assurés par l'ECAO durant tout le forum.

#### **VII. BUDGET**

Le coût global estimatif de la session est **79 739 986 F CFA** (Cf. Budget).

#### **VIII. DIPLOMES**

Les activités du forum ne sont pas diplômantes, mais seront sanctionnées par une attestation de participation dénommée « **Certificat de l'Ecole Citoyenne de l'Afrique de l'Ouest** » en reconnaissance de la participation, de l'acquisition de connaissances et de l'aptitude des auditeurs à contribuer au développement politique en Afrique de l'Ouest.

#### **IX. CONTACTS**

Email: [ecole.citoyenneafriqueouest@gmail.com](mailto:ecole.citoyenneafriqueouest@gmail.com)

Tel: 00225 07 80 51 28  
00226 61 51 21 35